

GRAND DEBAT : BACHY

Lieu : Bachy, Foyer rural

Date : 1^{er} février 2019 à 18h30

Sujets abordés : Transition écologique - La fiscalité et les dépenses publiques.

Rédacteur : M Philippe Delcourt, maire de Bachy

Les 2 autres thèmes seront abordés lors de la réunion du 15 février à 18h30.

TRANSITION ECOLOGIQUE

- Les mesures prises sont des mesures punitives. On prend des mesures, puis on revient en arrière. Les solutions données sont pour « acheter » quelque chose ou « payer des impôts ».
La voiture électrique, trop chère, quid des batteries en fin de vie !
Loi sur les plastiques, mais toujours des sacs en distribution ?
- Urgent de réhabiliter la Ligne Orchies/Villeneuve d'Ascq. Inutilisée car : Pas assez de parking près des gares, pas assez de cadencements, pas reliée au métro.
- Que sont devenues les sommes collectées ? TICPE : 4^{ème} recette fiscale de l'Etat. Reversée à hauteur de 2,3% en faveur des infrastructures (ferroviaires, ...).
- Ecologie punitive : toujours pour l'automobiliste. Et les porte-containers ? les énormes bateaux de croisière ? les avions ? Qu'en est-il du canal Seine-Nord ? Ce sont surtout les camions étrangers qui engorgent la circulation autour de Lille.
- C'est toujours le citoyen qui est pénalisé. Les usines, les super-cargos... qui sont les plus gros pollueurs ne sont pas mis à contribution. Peut-on trouver des solutions dans le ferroviaire ? On préconise de changer de véhicule, mais qu'en est-il des autres pays ? On encourage la voiture électrique, mais quel est le réel bilan carbone ? La voiture électrique est un désastre écologique (CO2).
Pourquoi pas d'aide pour les voitures à hydrogène, alors que cela marche bien ailleurs ! attention M Vernier précise que la voiture à Hydrogène est une voiture électrique, l'hydrogène remplace les batteries.
Pourquoi ne pas encourager d'avantage les véhicules à l'éthanol, avec intérêt pour l'agriculture ?
- En matière de logement et d'économie d'énergie, des aides existent, mais c'est très compliqué. Les règles sont très variables. Ce qui existe une année, ne l'est pas forcément l'année suivante. C'est un crédit d'impôt (décalage du remboursement).
M Vernier informe que depuis 2019, le crédit d'impôt est remplacé par une prime payée en fin de travaux.
Primes ouvertes aux panneaux thermiques.
- Il faudrait avoir une politique, une vision à long terme, avec une évaluation au fur et à mesure et ajuster en fonction des résultats. Il a été créé un Conseil économique et environnemental : qu'a-t-il proposé au niveau environnemental ?
- La lutte contre le réchauffement climatique n'est pas uniquement un problème français, mais mondial (la France uniquement 2%). Il y a les rejets des centrales à charbon en Allemagne ; les USA nient le problème... Croissance, pourquoi toujours croissance ! Il faudrait arrêter la natalité (pendant 5 ans ?), surpopulation en Afrique qui va encore doublée d'ici 30ans.
Le réchauffement climatique est exponentiel.
- La seule solution trouvée : taxer l'automobiliste. C'est triste ! on s'acharne toujours sur les mêmes. Au niveau local, on constate : engorgement de Cysoing et le sens interdit de Wannehain. Ce sens interdit rajoute des véhicules dans le centre de Bourghelles et de Wannehain, et donc accentuation du CO2 dans les centres bourgs. On encourage la confusion sur la pollution en opposant les voitures essence qui émettent du CO2 et les véhicules diesel qui rejettent des particules fines, mais c'est un faux combat pour taxer plus.
- L'association ATTAC propose :
 - Mettre fin à la taxe carbone puisqu'elle ne concerne pas les industriels,
 - Développer les lignes ferroviaires, le fret, le canal
 - Abandonner les 7 projets d'autoroutes : privilégier les mobilités douces,
 - Utiliser des matériaux produits localement,

- Privilégier les ménages modestes pour les aides éco-habitat,
 - Quand on a des projets d'étalement urbain, il faut aussi prévoir l'élargissement des routes,
 - Favoriser une vie économique de proximité,
 - Arrêter les pesticides et aller vers une agriculture paysanne,
 - Arrêter le nucléaire et développer les énergies renouvelables, planifier une politique énergétique
 - Annuler les autorisations de forage,
 - Stopper l'application du CETA
 - Avoir une politique européenne
- Pourquoi à Bachy, les éoliennes sont interdites (règle du PLU) ?
 - Bio dans les cantines en 2022, mais agriculture non adaptée. C'est anti-écologique de s'approvisionner en bio à des milliers de kilomètres. Il n'y a pas suffisamment de producteurs locaux. Il faut accorder plus d'attention aux producteurs bio.
 - En Allemagne : arrêt des centrales nucléaires, mais cela représente 16% de la production d'électricité. La plus grande production provient des centrales à charbon, plus exactement de lignite. Recul sur la date d'arrêt des centrales. Réduire ce que l'on dépense en énergie.
 - On a de quoi être heureux, avoir plaisir, apprécier ce qu'on a. L'essentiel c'est l'engagement.
 - Les gens qui n'ont pas de travail peuvent aussi avoir une place. Faire un bilan des compétences des retraités et leur demander d'intervenir, en vue d'une aide aux plus démunis.
 - Principe de base : plaisir et émerveillement.
 - On critique les « gros bateaux », mais ils sont construits à St Nazaire.
 - Main d'œuvre française ?
 - Loisirs plus simples. France très attrayante, pas besoin d'aller chercher ailleurs.
 - Attention à l'atteinte aux libertés individuelles, respectons cette liberté, mais taxons. Nous ne sommes pas égaux en matière de taxes : auto / bateaux-avions. On prend souvent des mesures sans avoir fait de diagnostic et sans faire de bilan. Les décisions devraient être motivées et chiffrées, ce devrait être une obligation. Les lois devraient être prises avec des modalités d'évaluation de la mise en œuvre.
 - Pas favorable à suppression des centrales nucléaires, car permet indépendance énergétique et exportations. Qu'en est-il de l'EPR ? qui n'a pas encore démarré et coûte très cher. Béthune va expérimenter le chauffage urbain en géothermie avec le grisou. Qu'en est-il du recyclage des déchets nucléaires ? et des sites de traitement ?
 - Au départ, l'énergie servait à se chauffer, maintenant on l'utilise pour les climatisations, piscines... (sous-entendu : est-ce vraiment indispensable ?)
 - Le mode de vie a changé, partout on encourage les gens à être dépensiers.
 - La politique énergétique doit porter sur le long terme. Super Phénix n'a pas marché, trop compliqué. En Allemagne les entreprises paient leur électricité HT, ce qui fait qu'ils ont une meilleure compétitivité, ce sont les consommateurs qui paient. Expérimentation avec centrale recyclage déchets verts, mais on n'est pas prêt à court terme. Le dérèglement ne va pas nous attendre, mais attention de ne pas aller trop vite dans les décisions.
 - Est-il prévu, comme promis, de supprimer des lois, car on continue toujours à en rajouter ?
 - En agriculture : on a reconduit le glyphosate, on interdit les semences paysannes. On attend une logique dans les décisions en faveur de l'environnement. Il faudrait que le gouvernement fasse voter des lois que les citoyens puissent comprendre. Intervention de Mme la députée qui précise qu'une Loi a été déposée mais elle a été annulée par le conseil constitutionnel.
 - Rôle des lobbies dans les instances européennes et à l'Assemblée Nationale. Que fait-on pour contrôler ces lobbies ? Le gouvernement ne vote pas des lois lisibles.
 - Aides pour production d'énergie en autonomie. En Turquie, pratiquement toutes les maisons sont équipées de chauffe-eau solaire. Pourquoi pas en France (au moins dans le sud de la France) ? Quand on a fait construire notre maison, on s'est posé la question de la géothermie pour le chauffage, mais il n'y avait pas en France d'entreprise fiable pouvant répondre à cette demande et le coût d'installation était 3 fois plus élevé qu'une installation classique. Il faudrait davantage de moyens mis en place pour les entreprises en

recherche et développement pour développer ces nouvelles techniques.
Rapport de l'ADEME qui prévoit d'être autonome en 2050 ?

- Budget de la recherche pour la transition écologique ?, prévoir une planification, incitation pour installation des énergies renouvelables.
- Risques comme Tchernobyl ou Fukushima.
- La transition écologique ne doit pas venir uniquement des initiatives individuelles. Il faut aider les particuliers à faire des investissements cohérents. Il y a très peu d'incitation pour l'installation de panneaux solaires. Il faudrait produire les matériaux en France.
- Seulement 80 députés présents sur 570 au moment du vote sur le glyphosate. Mise en danger des vies. On ne fait pas d'effort pour l'agriculture biologique. J'ai un potager qui me permet de manger bio. Mme la Député signale que les parlementaires travaillent en commission pour préparer les textes de Loi et ne peuvent être tous en session.
Ou en est la Loi sur la mobilité ?
- Les transports en commun sont saturés au moment des heures de pointe.
- Projet Orchies / Pont-de-Bois et bus sur voie d'urgence A23. Etude menée par la CCPC, la région et le département
- Ne pas oublier que la culture est devenue intensive à la demande du consommateur qui voulait des produits calibrés.
- Transition écologique, un grand plan, mais avec des élections tous les 5 ans ! comment trouver un consensus !
Mme la Député signale qu'une programmation pluriannuelle pour l'énergie a été publiée.
-

FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES

- Ce serait bien que tout le monde paie l'impôt sur le revenu, avec « pédagogie citoyenne ». 57% des français sont exonérés d'impôt sur le revenu. Toutes les personnes qui travaillent pour les collectivités doivent-elles être fonctionnaires ? pas utile pour faire le plombier ou menuisier !
- Sur 100€ de dépenses, 31€ pour l'armée ? . Quand mettra-t-on en place un budget défense européen ?
- -C'est inadmissible qu'on ait touché aux retraités avec la CSG. Le déremboursement des médicaments entraîne une augmentation des mutuelles. Les retraités ne reçoivent plus d'informations (explications sur papier) sur le montant de leur retraite (information donnée en début de retraite pas actualisée au fur et à mesure des mises à jour).
-Pour diminuer le chômage, il faut former les gens. Des gens ne savent pas lire, ne peuvent se déplacer. Donnons leur les moyens.
- -C'est normal que les retraités soient concernés par la CSG parce qu'ils ont profité des 30 glorieuses. Ce qui n'est pas normal, c'est la fraude sociale : beaucoup de gens en arrêt ou qui font des fausses déclarations à la CAF. Il y a des tricheurs.
-Il y a un réel problème pour l'hébergement des personnes dépendantes ou handicapées : pas de place en France et ce n'est pas aux belges de le faire à notre place.
- Ce n'est pas un problème pour les personnes retraitées de payer la CSG, car ils ont une vie plus facile que les jeunes actuellement : c'est une grande tristesse.
- Le travail n'est pas une fin en soi, pourquoi pas de retraite pour les femmes au foyer ? . Il y a des gens qui sont dans la misère et qui ont faim. Les femmes au foyer travaillent pour la France, leurs enfants ne traînent pas dans la rue. Au minimum que tout le monde ait à manger, un toit sur sa tête et du chauffage.
- Une personne active paie pour 2 inactifs (retraités). Manque des actifs pour subvenir aux besoins de tous les retraités ?
- -L'Etat veut supprimer des fonctionnaires, mais qu'en est-il du mille-feuille administratif ? On a créé les communautés de communes, mais pourquoi la communauté de communes crée de nouvelles embauches ? Pourquoi n'y a-t-il pas eu de transfert/mobilité de personnel entre les communes et la communauté de communes ?

-On pourrait supprimer les indemnités aux élus après la fin de leur mandat (indemnisation des députés pendant 5 ans (?), indemnités obsèques...), et divers avantages que n'ont pas les salariés.

-Mme la Député signale les nouvelles règles à ce jour. En fin de mandat, 6 mois indemnités pleines puis dégressive sur 3 ans, sauf pour les ex-fonctionnaires qui retournent dans leur administration avec le salaire correspondant.

- Indemnisation des anciens élus à revoir (Président, 1^{er} ministre, ministres, députés, sénateurs...). Les notes de frais ne sont pas contrôlables / pas contrôlées. Mme la Député intervient pour signaler que les contrôles sont faits par sondage comme pour les déclarations sur le revenu de monsieur tout le monde. (Loi de confiance pour la république). Les anciens ministres conservent leur indemnité 3 mois uniquement.
- Pourquoi c'est toujours le citoyen qui doit payer plus, et l'élu ne fait jamais aucun effort.
- Affecter des fonctionnaires pour récupérer les 80 milliards de fraude fiscale.
- Il faut supprimer la baisse de 5€ des APL
- Trop de contrôle sur les activités de recherche, qui freinent la créativité.
- -Budgets : les sommes prévues aux budgets, non dépensées, ne sont pas reconduites l'année suivante. Est-ce toujours d'actualité ? Revoir les budgets. Pourquoi ne pas réduire le budget de la défense ? Le budget défense est non justifié, il faut le réduire.
 - Pourquoi les autres pays européens ne participent pas aux actions menées au niveau mondial.
- -A-t-on besoin des communautés de communes, des départements, des régions, en plus des maires ? Revoir le mille-feuille administratif. Le concitoyen est perdu, il ne connaît pas bien toutes les règles et aides. La communauté de communes garantit un meilleur prix à certains services, mise en commun de biens (déchetteries...), mais elle pourrait faire plus.
 - Le département se désengage de plus en plus : des voiries sont mal entretenues et ça pose problème aux maires.
- Au niveau du Département, dans le domaine de la protection de l'enfance, pourquoi des enfants qui ont besoin d'un suivi ne le sont qu'après un délai d'attente de 2 ou 3 ans.
- -La suppression des emplois dans les hôpitaux ou les centres spécialisés est un problème. Comment accueillir correctement les personnes âgées ou les personnes avec des troubles du comportement (autistes).
 - Démographie exponentielle, 1 milliard d'africains, comment va-t-on faire ?
- Pourquoi les familles dont les enfants sont placés en famille d'accueil perçoivent-ils encore les allocations familiales ?
- Les handicapés, c'est un vrai problème en France. Que ferait-on si on n'avait la Belgique proche et toujours a des coûts inférieurs !
- Que signifient les questions au point 6 du questionnaire ?(c'est pour savoir ou on veut payer plus !!).
- Niches fiscales, CICE, crédit impôt recherche : il faut les supprimer ou les reverser aux PME. Il faut taxer les transactions financières, harmoniser les fiscalités européennes, rétablir l'ISF, baisser la TVA pour pouvoir manger.
- Il faut mettre en place une TVA réduite sur les produits de 1ere nécessité et français.
- -Il faut garder l'ISF et donner des déductions à ceux qui investissent.
 - Pourquoi des droits de succession sur des biens payés avec des revenus qui ont déjà été taxés et acquis avec de la TVA. C'est souvent une triple imposition.
- Il faut harmoniser les impôts au niveau européen, réduire les écarts d'imposition entre les entreprises (petites, moyennes et grandes).
- -34 000€ par habitants de dette publique de l'Etat. Mais qui sont nos créanciers ? Sommes-nous tenus à la gorge par l'Arabie Saoudite et le Qatar ?
 - Réduire le train de vie de l'Elysée (822 salariés). Un énarque gagne 350 000€ par an, un étudiant à l'ENA est payé 1 682€ par mois (+ que beaucoup de salariés), il faut supprimer cette rémunération.
 - Trop de gaspillage dans les dépenses publiques (exemple de la soucoupe volante de Bordeaux).